



Kanton Bern
Canton de Berne

Rapport de gestion et comptes annuels de l'exercice 2022 du canton de Berne Récapitulatif

Administration des finances
du canton de Berne



Table des matières

Comptes annuels	2
Résultats	3
Compte de résultats	4
Compte des investissements	4
Excédent/découvert au bilan / capital propre	5
Endettement brut (EB)	5
Solde de financement	6
Impôts	7
Dépenses visant à maîtriser la pandémie de COVID-19	8
Dépenses par secteur d'activité	9
Calcul des coûts/des prestations	10
Groupes de produits	11
Charges par groupe de matières	15
Revenus par groupe de matières	16
Endettement net	17
Endettement net par habitant·e	17
Charge des intérêts	18
Charge des intérêts par habitant·e	18
Quote-part de l'endettement II	19
Attestation du respect des freins à l'endettement et de la compensation du déficit de 2021	19
Structure du rapport de gestion	20

Comptes annuels

Excédent de revenus

Le canton de Berne clôture son exercice sur un résultat positif : l'excédent de revenus s'élève à CHF 358 millions.

Nette amélioration par rapport au budget

Par rapport au budget, qui prévoyait un excédent de charges de CHF 88 millions, le solde s'améliore de CHF 446 millions. Ce résultat s'explique en particulier par une diminution des subventions cantonales (CHF 175 mio) et des charges de biens et services et autres charges d'exploitation (CHF 92 mio) ainsi que par l'augmentation des revenus fiscaux (CHF 174 mio ; parts aux revenus de la Confédération comprises).

Investissements

Les dépenses et les recettes d'investissement s'élèvent, respectivement, à CHF 713 millions et CHF 359 millions : l'investissement net est donc de CHF 354 millions.

Degré d'autofinancement

Compte tenu des soldes du compte de résultats et du compte des investissements, l'autofinancement est de CHF 681 millions.

Si l'autofinancement est inférieur à l'investissement net, il en résulte un déficit de financement qui contraint le canton de Berne à accroître sa dette. En 2022, le degré d'autofinancement de 192 pour cent permet de financer l'investissement net en totalité par des fonds propres.

Évolution de la dette

La dette cantonale (endettement brut I) représente les engagements courants plus les engagements financiers à court et à long termes, moins les instruments financiers dérivés et les subventions d'investissement promises à des tiers et inscrites au passif. Elle s'établit à CHF 6 060 millions, en diminution de CHF 798 millions par rapport à l'année précédente. Cette baisse résulte de l'excédent de financement et des demandes de remboursements de l'avoir d'impôt anticipé déposées en 2022 auprès de la Confédération. Les provisions sont en recul de CHF 142 millions, si bien que l'endettement brut II (endettement brut I plus les provisions) diminue au total de CHF 939 millions par rapport à l'an dernier, pour s'établir à CHF 7 901 millions.

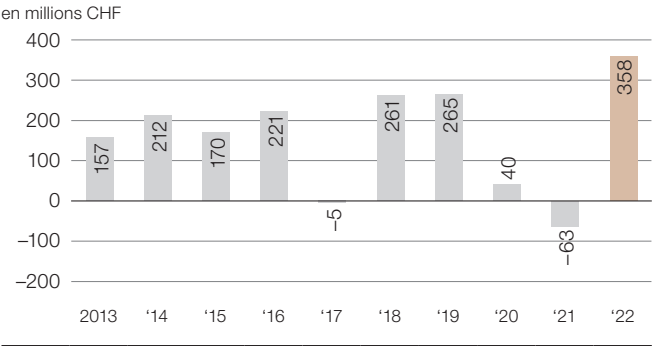
Résultats

État en millions CHF	Comptes 2021	Budget 2022	Comptes 2022
Compte de résultats			
Charges	-12 170	-12 091	-11 869
Revenus	12 106	12 003	12 227
Résultat total du compte de résultats	-63	-88	358
Compte des investissements			
Dépenses	-544	-509	-713
Recettes	133	108	359
Investissement net	-412	-401	-354
Frein à l'endettement appliqué au compte des investissements			
Résultat du compte de résultats	-63	-88	358
Amortissements du patrimoine administ- ratif	360	333	323
Prélèvement sur la réserve de réévalua- tion	0	0	0
Compensation du déficit de 2021	0	0	0
Autofinancement	297	245	681
Investissement net	-412	-401	-354
Solde de finance- ment	-115	-156	327
Degré d'autofinan- cement en %	72 %	61 %	192 %
Endettement brut II	-8 840	-8 979	-7 901
Bilan			
Patrimoine financier	5 670	5 733	5 274
Patrimoine administ- ratif	7 005	7 060	6 951
Total des actifs	12 675	12 794	12 225
Capitaux de tiers	-12 032	-12 242	-11 205
Capital propre	-643	-552	-1 020
Total des passifs	-12 675	-12 794	-12 225

Les différences éventuelles sont dues à la présentation en chiffres ronds.

Compte de résultats

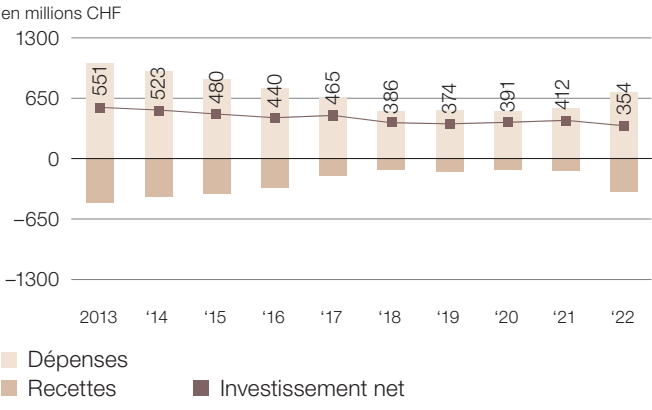
Excédent de revenus de CHF 358 millions au compte de résultats



Le compte de résultats clôture sur un excédent de revenus. Son solde s’améliore de CHF 446 millions par rapport au montant budgété.

Compte des investissements

Investissement net de CHF 354 millions en 2022

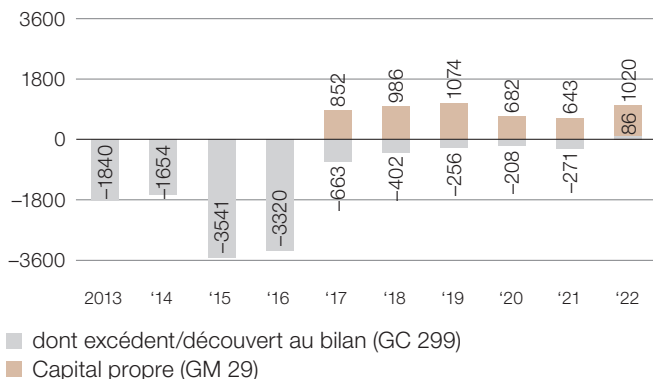


Les dépenses d’investissement s’élèvent à CHF 713 millions et les recettes d’investissement, à CHF 359 millions. Le montant de l’investissement net est donc supérieur de CHF 58 millions à celui de 2021.

Excédent/découvert au bilan / capital propre

Capital propre de CHF 1 020 millions au bilan fin 2022

en millions CHF

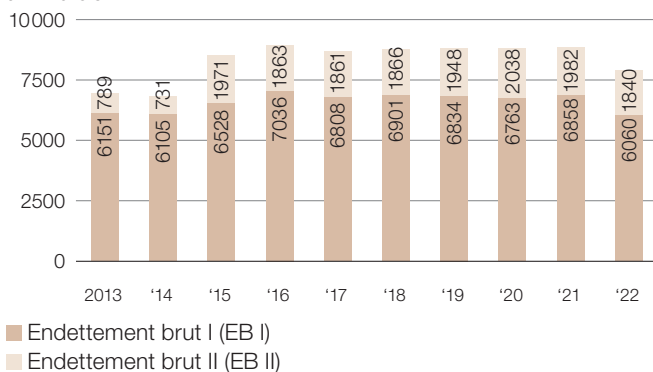


Grâce aux résultats de 2022, un excédent (CHF 86 mio) est inscrit au bilan pour la première fois depuis 1990.

Endettement brut (EB)

Endettement brut II de CHF 7 901 millions

en millions CHF

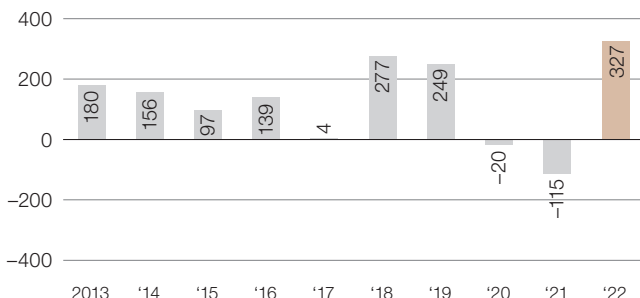


L'endettement brut II (EB I plus les provisions) s'établit à CHF 7 901 millions, en baisse de CHF 939 millions par rapport à 2021 (voir aussi Évolution de la dette, en p. 2).

Solde de financement

Solde de financement positif

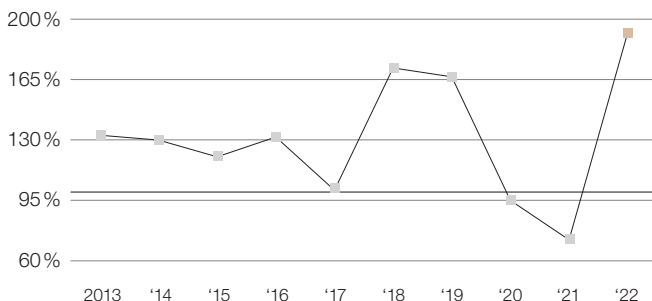
en millions CHF



Le solde de financement est positif (= réduction de la dette) et s'établit à CHF 327 millions, alors que le budget prévoyait un déficit de financement (= nouvel endettement) de CHF 156 millions. Cela représente donc une amélioration d'environ CHF 483 millions.

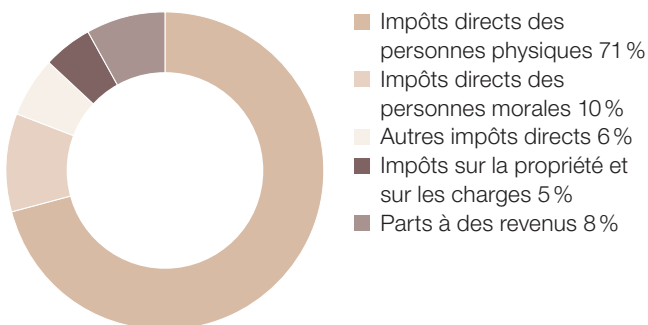
Degré d'autofinancement

Degré d'autofinancement de 192 pour cent



Le degré d'autofinancement exprime l'autofinancement (solde global du compte de résultats plus amortissements sur le patrimoine administratif, moins dissolution des subventions d'investissement portées au passif et prélèvement sur la réserve de réévaluation) en pourcentage de l'investissement net. Pour la première fois depuis 2019, il permet de financer l'investissement net intégralement par des fonds propres.

Impôts



Produit de l'impôt

en millions CHF

Impôts directs des personnes physiques	4 532.0
Impôts directs des personnes morales	661.5
Autres impôts directs	372.8
Impôt sur la propriété et sur les charges	279.5
Parts à des revenus	519.8
Total	6 365.6

Dépenses visant à maîtriser la pandémie de COVID-19

CHF 449 millions de dépenses au total (provisions incluses) affectées à la lutte contre la pandémie jusqu'au 31 décembre 2022

en millions CHF

Autorités et Chancellerie d'État	3.2
Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement	120.8
Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration	277.3
Direction de l'intérieur et de la justice (y comp. Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données)	0.6
Direction de la sécurité	4.9
Direction des finances	0.4
Direction de l'instruction publique et de la culture	12.0
Direction des travaux publics et des transports	29.1
Contrôle des finances	0.0
Autorités judiciaires et Ministère public	0.4

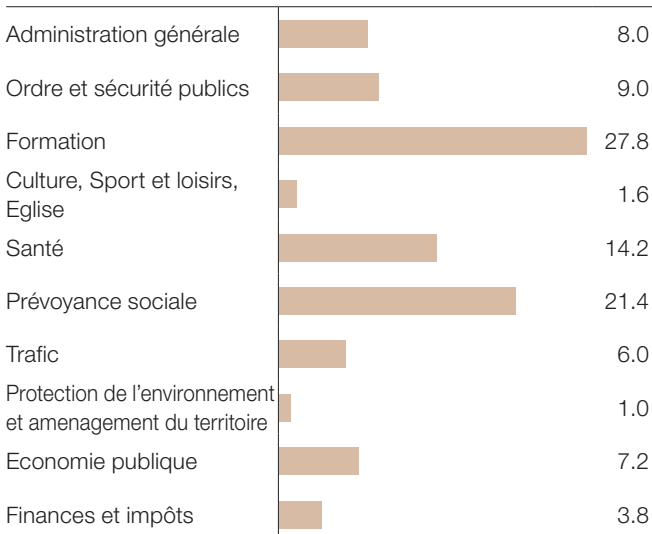
Les dépenses (provisions comprises) visant à maîtriser la pandémie de COVID-19 atteignent CHF 11 millions en 2022. Elles se répartissent notamment entre les postes suivants :

- aides économiques et contributions pour les cas de rigueur (CHF 11 mio),
- mise en œuvre de la stratégie de vaccination, structures de test et gestion des contacts (CHF 33 mio),
- dissolution des provisions destinées à compenser le manque à gagner des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés, compte tenu des contributions effectivement versées (CHF –3 mio),
- dissolution des provisions pour les éventuels frais de soins non couverts des établissements médico-sociaux (CHF –13 mio),
- dissolution des provisions constituées pour combler le déficit des transports publics (CHF –12 mio),
- remboursement de ressources publiques par le Fonds d'encouragement des activités culturelles (CHF –5 mio).

Dépenses par secteur d'activité

Formation, prévoyance sociale et santé : secteurs prépondérants des finances cantonales

en CHF



Le graphique ci-dessus montre comment une dépense de CHF 100 engagée par le canton de Berne se répartit entre les différents secteurs d'activité.

Ces chiffres sont calculés sur la base de la comptabilité financière de l'Administration fédérale des finances et intégrés à la statistique financière suisse. Celle-ci repose sur la classification fonctionnelle du modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2).

Calcul des coûts/des prestations

Coûts et rentrées financières des groupes de produits par secteur d'activité			
en millions CHF	Coûts	Rentrées financières	
Administration générale	-750.9		267.4
Ordre et sécurité publics	-1 074.3		873.4
Enseignement et formation	-3 195.4		743.0
Culture, sports et loisirs, Églises	-147.3		3.0
Santé	-1 715.5		30.9
Sécurité sociale	-2 609.6		1 204.5
Transports	-791.2		329.3
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	-185.9		156.1
Économie	-222.7		96.1
Finances et impôts	-228.8		7 444.7

Les prestations du canton de Berne sont présentées depuis 2005 sous forme de produits, eux-mêmes réunis en groupes de produits. Le Grand Conseil pilote les finances et les prestations par le biais des groupes de produits.

Le graphique ci-dessus récapitule les groupes de produits dans les secteurs d'activité utilisés dans la classification fonctionnelle. Le calcul des coûts affecte les coûts et les rentrées financières objectifs à ces groupes de produits. Pour des raisons techniques, ces chiffres diffèrent en partie de ceux de la comptabilité financière. Le graphique n'inclut pas les comptes spéciaux pour lesquels il n'existe pas de calcul des coûts.

Tous les groupes de produits sont listés ci-après. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans le volume 2 du rapport de gestion.

Groupes de produits

Administration générale

en millions CHF

Surveillance des finances	-3.8
Informations géographiques	-8.3
Gestion des biens immobiliers	-400.0
Informatique et organisation	-35.0
Personnel	-16.1
Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil	-20.4
Total solde II	-483.5

Ordre et sécurité publics

en millions CHF

Poursuites et faillites	12.5
Population	-13.9
Sécurité civile, sport et affaires militaires	-6.8
Protection des données	-1.3
Tenue du registre foncier	116.0
Registre du commerce	1.1
Soutien de la direction (DIJ)	-2.5
Direction de la magistrature (JUS)	-12.9
Soutien aux fonctions de direction, fonds et juridiction administrative (DSE)	-16.9
Exécution judiciaire	-116.7
Police	-312.4
Préfectures	-11.8
Ministère public	-26.6
Pilotage de l'administration décentralisée et des ressources	-29.1
Circulation routière et navigation	295.5
Juridiction administrative	-13.9
Justice administrative interne à l'administration et prestations juridiques (DIJ)	-1.6
Juridictions civile et pénale	-59.5
Total solde II	-200.8

Enseignement et formation

en millions CHF

Soutien aux fonctions de direction et prestations juridiques (INC)	-16.9
Enseignement supérieur	-625.3
Écoles moyennes et formation professionnelle	-613.1
École obligatoire et offres périscolaires	-1 153.7
Services centralisés	-43.3
Total solde II	-2 452.4

Culture, sports et loisirs, Églises

en millions CHF

Relations entre l'État, les Églises et les autres communautés religieuses	-73.7
Culture	-70.6
Total solde II	-144.3

Santé

en millions CHF

Soutien aux fonctions de direction, prestations juridiques et services généraux (DSSI)	-23.7
Santé publique	-1 651.0
Protection des consommateurs et de l'environnement	-9.9
Total solde II	-1 684.6

Sécurité sociale

en millions CHF

Assurance-chômage	-19.6
Mesures différenciées d'aide à la jeunesse	-2.1
Unités administratives assimilées	-30.8
Intégration et action sociale	-632.5
Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte	-140.3
Pilotage et surveillance de la protection de l'enfant	-58.2
Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales	-521.6
Total solde II	-1 405.1

Transports

en millions CHF

Soutien à la direction (DTT)	-18.5
Infrastructures	-136.4
Transports publics et coordination des transports	-304.6
Juridiction administrative et prestations juridiques (DTT)	-2.2
Total solde II	-461.8

Protection de l'environnement et aménagement du territoire

en millions CHF

Organisation du territoire et affaires communales	-13.8
L'environnement et de l'énergie	-28.4
Forêt et dangers naturels	-31.5
Eaux et déchets	43.9
Total solde II	-29.8

Économie publique

en millions CHF

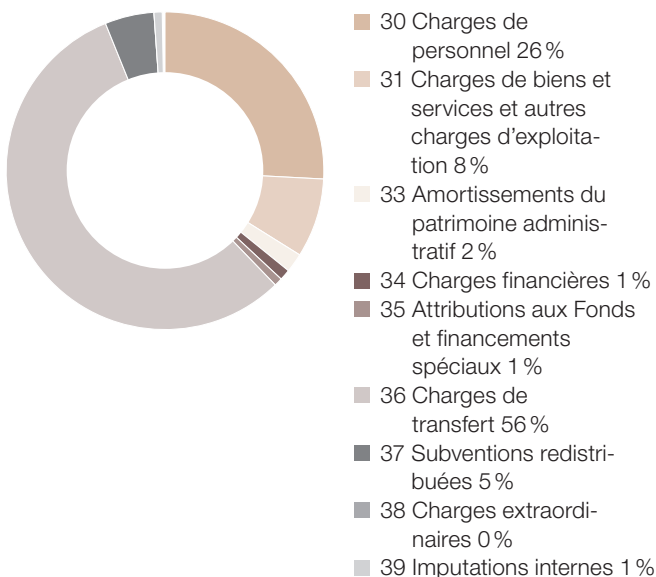
Soutien aux fonctions de direction (DEEE)	-14.3
Agriculture	-33.4
Nature	-27.1
Service vétérinaire	-5.7
Développement et surveillance économique	-46.0
Total solde II	-126.5

Finances et impôts

en millions CHF

Péréquation financière Confédération – canton / canton – communes	953.0
Prestations de services finances du groupe	547.2
Gestion interne de la Direction, politique financière et droit (FIN)	-4.1
Impôts et prestations de services	5 719.8
Total solde II	7 215.9

Charges par groupe de matières

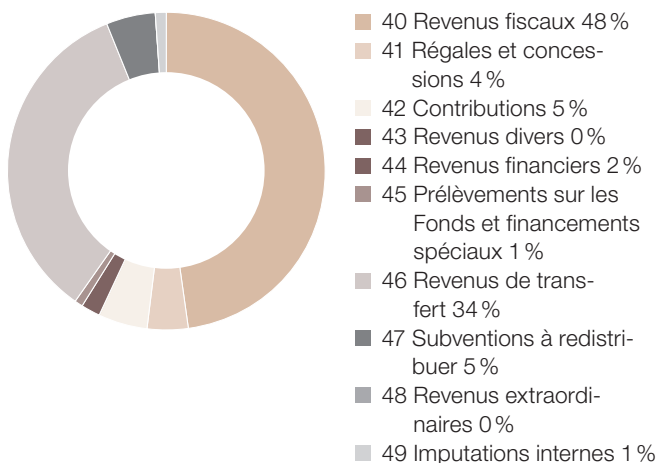


Groupe de matières (charges)

en millions CHF

30 Charges de personnel	3 150.2
31 Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	906.2
33 Amortissements du patrimoine administratif	282.3
34 Charges financières	64.2
35 Attributions aux Fonds et financements spéciaux	95.1
36 Charges de transfert	6 606.2
37 Subventions redistribuées	591.6
38 Charges extraordinaires	14.5
39 Imputations internes	158.5
Total	11 868.8

Revenus par groupe de matières



Groupe de matières (revenus)

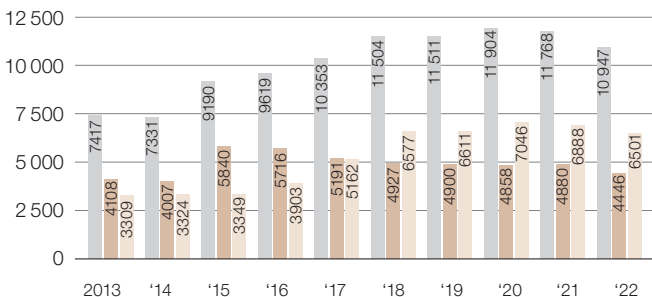
en millions CHF

40 Revenus fiscaux	5 845.9
41 Régales et concessions	539.2
42 Contributions	578.3
43 Revenus divers	3.2
44 Revenus financiers	311.9
45 Prélèvements sur les Fonds et financements spéciaux	92.3
46 Revenus de transfert	4 102.3
47 Subventions à redistribuer	591.6
48 Revenus extraordinaires	3.4
49 Imputations internes	158.5
Total	12 226.6

Endettement net

Endettement net de CHF 4 446 millions fin 2022

en millions CHF

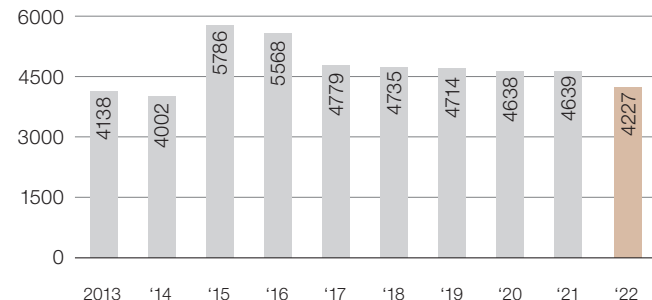


L'endettement net (en marron) est égal aux capitaux de tiers moins les subventions d'investissement inscrites au passif (en gris) et le patrimoine financier (en beige). Il diminue de CHF 434 millions par rapport à l'année précédente.

Endettement net par habitant·e

Diminution de CHF 412 de l'endettement net par habitant·e

en CHF

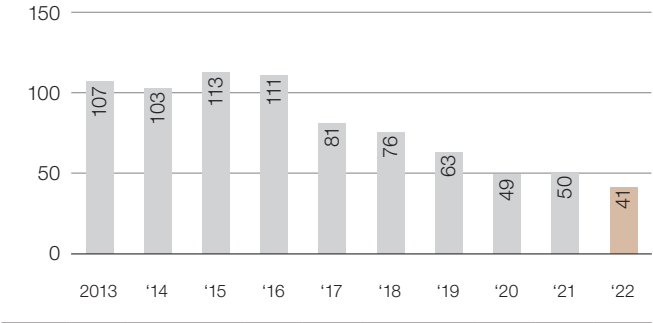


Fin 2022, l'endettement net par habitant·e du canton de Berne s'établit à CHF 4 227.

Charge des intérêts

CHF 41 millions de charges financières en 2022

en millions CHF

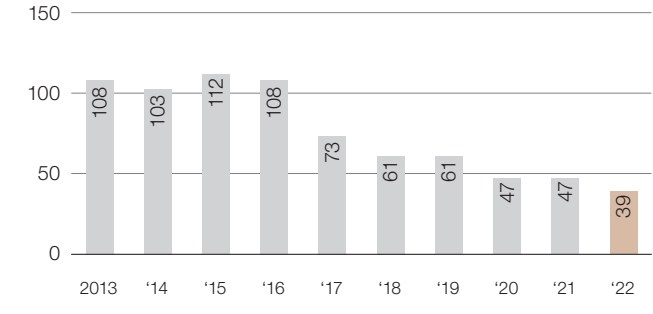


Elles reculent de CHF 9 millions par rapport à 2021, ce qui s'explique en particulier du fait que la Trésorerie de l'Administration des finances n'a pas acquis tous les capitaux prévus, d'où une baisse des charges d'intérêts des engagements à long terme (effet capital et taux d'intérêt).

Charge des intérêts par habitant·e

Charge des intérêts par habitant·e en baisse de CHF 9 par rapport à 2021

en CHF

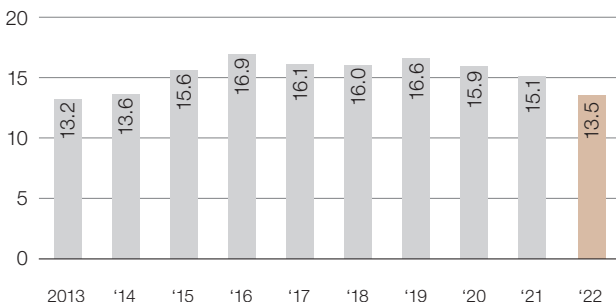


En 2022, le canton de Berne a déboursé CHF 39 par habitant·e au titre du service de la dette.

Quote-part de l'endettement II

Application du frein à l'endettement au compte des investissements dès lors que la quote-part d'endettement II dépasse 12 pour cent

en pourcentage



La quote-part d'endettement II exprime l'endettement brut II en pourcentage du revenu cantonal. En 2022, elle se situe à 13,5 pour cent.

Attestation du respect des freins à l'endettement et de la compensation du déficit de 2021

Les résultats des comptes de 2022 respectent les consignes de frein à l'endettement au compte de résultats comme au compte des investissements. En même temps, l'excédent dégagé permet de compenser intégralement le déficit de 2021, d'un montant de CHF 73,0 millions.

Structure du rapport de gestion

Volume 1: Rapport de gestion avec comptes annuels et annexe

Contient les informations fondamentales et les valeurs-repères des comptes annuels, l'annexe des comptes, des indications complémentaires, le compte rendu sur les priorités des Directions et sur la politique du personnel ainsi que sur la délégation des membres du Conseil-exécutif dans des organes administratifs.

Volume 2: Groupes de produits

Contient le compte rendu des autorités, de la Chancellerie d'État, des Directions, du Contrôle des finances, du Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données, des autorités judiciaires et du Ministère public. Ce volume présente aussi les résultats en termes de finances et de prestations de tous les groupes de produits, vus sous l'angle de la comptabilité analytique d'exploitation, ainsi que les comptes spéciaux et les financements spéciaux du canton de Berne.